



P.L.U.

Plan Local d'Urbanisme

Commune de MAUBEC

Elaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme

*DOSSIER DE SAISINE
DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE :
DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS
POUR L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE*

*Fiche d'examen
au cas par cas
pour les PLU et PLUi*

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU, PLUi et cartes communales (liste indicative d'informations à fournir)

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée (ex pour les PLU : élaboration, révision, DP ou DUP...)	Type de document (ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)	Territoire concerné
Elaboration	PLU	Commune de Maubec (38)

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi	
Date de débat du PADD	22 janvier 2016
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	Octobre 2017

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	Annick ARNOLD (Maire)
Courriel	mairie-maubec@wanadoo.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire	
Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Maubec (Code INSEE : 38223)
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	1 763 habitants (recensement Insee de 2014)
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	
Superficie du territoire	857 hectares

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? <i>Annexe : la délibération engageant la procédure</i>
Par la délibération du 3 juillet 2009, la Municipalité engage la révision de son Plan d'Occupation des Sols et l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme.

La Commune explique dans sa délibération les objectifs de la procédure qui s'articulent autour du caractère obsolète du règlement du POS sur certains secteurs, de la nécessité d'ouvrir à l'urbanisation certaines zones NA avec des orientations d'aménagement, la nécessité de limiter la consommation de l'espace en se recentrant sur les zones desservies par les réseaux existants (assainissement notamment), la nécessité d'organiser l'espace communal pour permettre un développement harmonieux de la commune.

Les objectifs affichés s'inscrivent pour une période de 10 ans à approbation du PLU.

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU

La Commune a débattu le 22 janvier 2016 des orientations générales de son projet communal pour l'aménagement et le développement de Maubec sur les dix années à venir.

Les orientations générales développées dans le PADD s'articulent autour de six objectifs :

1. Assurer un développement urbain maîtrisé et de qualité,
2. Garantir un développement cohérent avec les contraintes et les enjeux environnementaux et paysagers de la commune,
3. Développer l'activité commerciale dans le centre-bourg et le secteur de la Combe, maintenir les activités existantes (activités artisanales et de service, activité agricole)
4. Maîtriser les déplacements en favorisant les modes alternatifs à la voiture, notamment les modes doux et intégrer la problématique du stationnement à chaque nouvelle opération de logements,
5. Développer les équipements publics (périscolaires, salle de quartier à la Combe), et favoriser le développement des communications numériques,
6. Fixer des objectifs de modération de la consommation des espaces et de lutte contre l'étalement urbain.

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;

- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

La commune de Maubec a approuvé son POS le 25 juin 1985. Ce POS a fait l'objet de deux révisions (révision n° 1 approuvée en 1991 et révision n° 2 approuvée en 1999), d'une modification (modification n° 1 en 2011), d'une déclaration de projet pour la réalisation d'un programme de logements au quartier de la Combe), et enfin d'une modification simplifiée (modification simplifiée n°1, approuvée le 16 octobre 2014), cette dernière n'apportant pas de modifications aux documents graphiques du règlement.

Le POS ayant été rendu caduc le 27 mars 2017 par la loi ALUR, le territoire communal est en conséquence soumis au RNU.

Les principales évolutions réglementaires envisagées dans le cadre de cette procédure sont :

- la réduction de près de 27 hectares des zones urbanisées ou bâties (zones U), du projet PLU par rapport à la superficie des zones urbanisées du POS (zones U et NB), ainsi que la suppression des zones à urbaniser du POS (NA), soit 47,6 hectares. Au total, ce sont **un peu plus de 74 hectares** qui reviennent en zones agricoles (A), naturelles et forestières (N),

- les ajustements entre les zones agricoles (A) et naturelles et forestières (N) pour tenir compte des divers espaces à enjeux naturels et paysagers identifiés lors de l'état initial de l'environnement, notamment la carte des aléas réalisée en février 2015 et la traduction réglementaire de cette dernière,
- l'ajout de nouvelles servitudes pour répondre notamment aux enjeux de protection des captages d'eau potable, de préservation des zones humides et de certains éléments paysagers naturels...

Il est précisé que conjointement à l'élaboration du PLU, la CAPI compétente, réalise le zonage d'assainissement (volet eaux usées et eaux pluviales) et son Schéma directeur.

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Le projet de PLU fera l'objet de :

- une consultation des Personnes Publiques associées dont l'Etat représenté par le Préfet et ses services, mais aussi de la CDPENAF au vu des dispositions du règlement applicables aux zones A et N, pour les habitations existantes pouvant faire l'objet d'extensions et annexes limitées et pour deux bâtiments désignés pour un changement de destination ;
- une enquête publique.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la <u>loi Montagne</u> ?	Non.
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non.
- une <u>DTA ou DTADD</u> ? Si oui, laquelle ?	Oui, la DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise, modifiée le 25 mars 2015.
- un <u>SCoT</u> , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la <u>loi « Grenelle 2 »</u> ?	Oui, le SCOT Nord-Isère, approuvé le 19/12/2012. Révision prescrite le 28/02/2014 afin d'intégrer les nouvelles dispositions législatives et réglementaires en particulier, intervenues depuis l'approbation (Grenelle 2 et la modification de la DTA)
- un (ou plusieurs) <u>SDAGE ou SAGE</u> ? Si oui, le(s)quel(s) ?	Oui, le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 et le SAGE de la Bourbre (en révision).

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Non, le POS en vigueur auparavant n'avait pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.
Actuellement la commune est soumise au RNU.

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>Les objectifs sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Limiter le développement urbain au centre-bourg et au secteur de la Combe, en urbanisant en priorité les « dents creuses »
---	---

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>et en limitant leur confortement aux stricts besoins du projet (fin 2027),</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser le développement de façon cohérente intégrant une réflexion à terme quant au fonctionnement, mais aussi en prenant en compte la capacité des équipements notamment en matière d'assainissement. - Assurer une croissance démographique raisonnée. - Affirmer la protection des espaces de productions agricoles stratégiques et la préservation des milieux naturels à enjeux et de leurs fonctionnalités (corridors).
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	Le nouveau document d'urbanisme affiche une réduction des surfaces constructibles et des besoins en foncier pour le développement dimensionné au projet préservant ainsi les espaces agro-naturels de l'urbanisation.
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Le développement urbain sera compatible avec les orientations et les prescriptions du SCOT Nord-Isère. Ce dernier prévoit un développement raisonné de l'habitat. L'objectif du PADD est de limiter la construction, en proposant environ 200 nouveaux logements sur la période 2013-2027, réalisés en priorité au sein des dents creuses du centre-bourg et du secteur de la Combe.
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	Le besoin en foncier pour le développement résidentiel est estimé à environ 7,5 hectares pour la période 2013-2027, représentant moins de 1 % du territoire.
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?	<p>L'analyse du potentiel de densification du foncier de l'enveloppe urbaine du centre-bourg a permis d'identifier les secteurs prioritaires à retenir pour le PLU. Ainsi, les terrains mobilisables pour les nouveaux logements majoritairement des dents creuses, des fonds de jardin et bâtisses existantes aménageables avec ou sans changement de destination.</p> <p>Au vu du foncier, peu de dents creuses feront l'objet d'OAP.</p>
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	<p>La maîtrise de l'étalement urbain par densification de l'enveloppe urbaine du centre-bourg et du secteur de la Combe permettra de préserver la vocation agricole de la commune, ainsi que les coupures vertes garantissant le maintien de la biodiversité du territoire et sa valorisation paysagère.</p> <p>Parallèlement, la commune souhaite développer et valoriser les déplacements alternatifs à la voiture, notamment autour de l'école. L'implantation des nouveaux logements en centre-bourg, à proximité des principaux équipements, participe donc à la limitation des besoins en déplacements motorisés individuels.</p>

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ?
<u>Zone Natura 2000 ?</u>		X	La commune de Maubec n'est pas couverte par une délimitation Natura 2000. Le site Natura 2000 de l'Isle Crémieu (FR 8201727) se localise à plus de 2 km au Nord-Est du territoire communal. Maubec n'entretient aucun lien fonctionnel avec ces espaces naturels remarquables localisés de surcroît de l'autre côté de l'A 43.
<u>Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?</u>		X	Aucune ZICO ne se localise sur le territoire communal ni sur les communes limitrophes.
<u>Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?</u>		X	La commune de Maubec n'est couverte par aucun parc national ou réserve naturelle ou encore parc naturel régional.
<u>Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?</u>		X	Aucune ZNIEFF de type I n'est présente sur le territoire de Maubec, toutefois, la ZNIEFF "Côte de Meyrié" prend place sur la commune de Meyrié en limite communale à l'Est.
<u>Arrêté préfectoral de protection de biotope ?</u>		X	Aucun Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope n'est présent sur Maubec.
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (<u>SRCE</u> , SCoT, DTA...) ?	X		Le SRCE Rhône-Alpes n'identifie aucun corridor d'importance régionale sur Maubec, la DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise n'identifie aucune continuité écologique sur la commune. Le SCOT du Nord-Isère identifie un corridor écologique "Nivolas-Vermelle/Meyrié/Maubec" à enjeux à protéger sur la partie Sud-Est du territoire de Maubec. Il a pour objectif de préserver ou restaurer les possibilités de passage de la faune entre Nivolas-Vermelle et Meyrié / Maubec. Ces espaces fonctionnels sont préservés conformément au PADD par leurs classements en zone A et N, complétés lorsque nécessaire par un tramage spécifique "Co" de continuité écologique pour les coupures vertes stratégiques.
<u>Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?</u> Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? <u>Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?</u>	X		D'après l'inventaire des zones humides de juillet 2014 par le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) Isère, six zones humides sont identifiées sur la commune de Maubec : "Ruisseau de Jensoul", "Courcieu", "Moulin de Bion", "Le petit Paleysin", "Césarge", "Bois de Vacheresse". Le "Bois de Vacheresse" figure également à l'inventaire des tourbières. La majeure partie de ces zones sont classées en zone N toutefois, quelques parties de ces zones humides sont classées en zone A au PLU. Ces zones font systématiquement l'objet d'un tramage spécifique "Zh" afin de garantir leur préservation par des dispositions inscrites au règlement.

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (<u>monuments historiques</u> et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, <u>zone de présomption de prescription archéologique</u> ...) ?		X	Aucun monument historique, ni d'élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO et ni de zone de présomption de prescription archéologique ne sont recensés sur la commune de Maubec. D'après le PAC (2009), 15 entités archéologiques sont répertoriées sur le territoire de Maubec : "Château de Césarges" (3 sites), "Près de la Cure", "Ecole communale", "Eglise Saint-Croix-Paternos" (2 sites), "Paleysin" (2 sites), "La Garrine", "Ferme de Montquin", "Hameau le Meynier", "Petit Paleyassin", "Château des Roches", "Paternos".
<u>Site classé</u> ou projet de site classé ?		X	Aucun site classé n'est présent sur le territoire de Maubec.
<u>Site inscrit</u> ou projet de site inscrit ?		X	Aucun site inscrit n'est présent sur le territoire de Maubec.
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (<u>ZPPAUP</u>) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		X	Le territoire de Maubec n'est pas concerné par une ZPPAUP ou une AVAP.
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		X	Aucun Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur n'est recensé sur Maubec.
<u>Directive de protection et de mise en valeur des paysages</u> ?		X	Aucune Directive de Protection et de Mise en Valeur des Paysage ne concerne Maubec.
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		X	Le territoire de Maubec n'est concerné par aucune perspective paysagère identifiée aux documents de rang supérieur.

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	X		Les dispositions nécessaires pour assurer l'entière protection des captages d'alimentation en eau potable de Buffevent situés sur la commune de Maubec sont intégrées au PLU avec la mise en place d'indices spécifiques concernant les périmètres de protection immédiate "pi", et rapprochée "pr" et de leur traduction réglementaire.
Captages : :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ?

4.4. Ressource en eau

			Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) <u>des 500 captages prioritaires Grenelle 2</u> ?		x	
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE?		x	
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?	x		La commune de Maubec est alimentée majoritairement par le réseau de CHEZENEUVE-MAUBEC, exploité en affermage par la Lyonnaise des Eaux par délégation de la CAPI (forages de Buffevent sur Maubec et de Chavagnant sur Chèzeneuve, dont les eaux sont récoltées dans le réservoir général de Buffevent avant d'alimenter les deux communes). Seule la partie Nord-Est de la commune est desservie par un réseau indépendant alimenté par la ville de Bourgoin-Jallieu. L'autonomie globale pour ces deux communes est jugée suffisante d'après le Schéma Directeur Eau Potable de la CAPI (juillet 2011). Le réseau fonctionne à 43 % de sa capacité en jour moyen et 64 % de sa capacité en jour de pointe.
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		x	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		x	Aucune Zone de Répartition des Eaux (ZRE) mise à jour en 2015 ne couvre la commune de Maubec.
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	x		La compétence assainissement est du ressort de la CAPI. L'ensemble des effluents collectés seront acheminés et traités à la station d'épuration de Bourgoin-Jallieu d'une capacité de 120 000 EH (Equivalent-Habitants). Cette station d'épuration mise en service en 2012 présente aujourd'hui une capacité suffisante.

4.5. Sols et sous-sol, déchets

	Oui	Non	Si oui, lequel(s) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :			
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (<u>base de données BASOL</u>) ?	x		Le site de la Société nouvelle impression Saint-Jean localisé le long de la RD 522 en limite communale avec Bourgoin-Jallieu est recensé sur le territoire de Maubec. Il s'agit d'une ancienne activité d'impression sur étoffes.

4.5. Sols et sous-sol, déchets

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>) ?	x		L'ancien site de l'usine Glutamyde (fabrication d'amidon et de gluten de froment) localisé le long de la RD 522 au lieu-dit "La Combe" (ZA Maubec) est cité.
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		x	Aucune carrière en activité n'est recensée sur le territoire communal de Maubec.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		x	Le territoire communal n'enregistre aucun projet d'établissement de traitement des déchets.

4.6. Risques et nuisances

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	x		La prise en compte des phénomènes naturels et des risques technologiques s'appuie sur les éléments contenus dans le DDRM de l'Isère (2012), à la carte BRGM sur l'aléa retrait-gonflement des argiles (aléas faible), au risque sismique (zone de sismicité 3 -risque modéré). Ces phénomènes ont été précisés lors de la réalisation de la carte des aléas en 2015 qui est traduite au PLU en secteurs "constructibles sous conditions" et "inconstructibles sauf exceptions".
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?	x		Maubec est concerné par le Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRI) de la Bourbre moyenne approuvé en janvier 2008. Le règlement (partie écrite et document graphique) rappelle cette Servitude d'Utilité Publique.
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	x		La RD 522 fait l'objet d'un classement sonore, en catégorie 4 au Nord du chemin les Grands Tournants et en catégorie 3 au Sud de cette dernière. Maubec est également couverte dans sa partie Nord par les zones affectées par les nuisances sonores émanant de la ligne ferroviaire (catégorie 2) et de la RD 1006 (catégorie 2) implantées sur la commune de Bourgoin-Jallieu au Nord.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	x		Arrêté préfectoral du 05/03/2015 (Bourgoin-Jallieu) et du 18/11/2011 (Bourgoin-Jallieu et Maubec) fixant le classement des infrastructures de transports terrestres du département de l'Isère (<i>cf.ci-avant</i>). La commune de Maubec n'est pas couverte par un PEB.

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Plan de protection de l'atmosphère</u> (PPA) ?		<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) ne couvre le territoire communal de Maubec.
Enjeux spécifiques relevés par le <u>schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie</u> (SRCAE) ?		<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun enjeu spécifique n'est relevé par le SRCAE de Rhône-Alpes (2014).
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		<input checked="" type="checkbox"/>	Maubec ne se localise pas en zone favorable pour l'éolien selon le schéma régional de l'éolien de Rhône-Alpes approuvé en octobre 2012. Aucun projet éolien ou photovoltaïque n'est prévu sur la commune de Maubec.

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

Rappel des principales orientations inscrites au PADD de Maubec contribuant à la prise en compte de l'environnement et à une gestion durable du territoire. Le PADD affirme la volonté communale de maîtriser le développement urbain en contenant l'étalement urbain, tout en préservant la qualité de vie des habitants, l'activité agricole et les espaces naturels. Dans cet objectif, le PADD cherche à assurer :

- un développement urbain maîtrisé et de qualité (développement limité et progressif, renforcement de la centralité,...),
- le développement cohérent avec les contraintes et les enjeux environnementaux et paysagers de la commune (protection de la ressource pour l'alimentation en eau potable, prise en compte des aléas et des risques inondation de la Bourbre moyenne),
- la préservation des zones agricoles et naturelles : maintien des zones de production agricole (zone A), protection des habitats naturels à enjeux comme les boisements (EBC), les haies (ERP), les zones humides (indice "zh"),
- la prise en compte de la pratique des déplacements doux sur le territoire et l'intégration de la problématique du stationnement.

Aussi, le projet tel qu'il est défini permettra à la commune de Maubec de concilier le développement démographique de son territoire tout en respectant les équilibres entre les enjeux sociaux, économiques et agricoles, environnementaux et paysagers de la commune ceci dans une logique de développement durable.

6. Annexes (*rappel*)

Pour les élaboration ou révision de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU	<input checked="" type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	La délibération prescrivant la procédure	<input checked="" type="checkbox"/>

P.L.U.

Plan Local d'Urbanisme

Commune de MAUBEC

**Projet d'élaboration
du Plan Local d'Urbanisme**

*DOSSIER DE SAISINE
DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE :
DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS
POUR L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE*

*Annexes obligatoires
à la fiche d'examen au cas par cas
pour les PLU et PLUi*

Annexe n° 1 : délibération engageant la procédure de révision du PLU

Voir document joint : Annexe 1

Annexe n° 2 : Le projet du Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Voir document joint : Annexe 2

Annexe n° 3 : Compte-rendu du Débat sur les orientations générales du PADD

Voir document joint : Annexe 3

**Annexe n° 4 : Les plans de zonage du POS
(à titre d'information : POS caduc depuis le 27 mars 2017)**

Voir documents joints :

- Annexe 4a : Plan du POS (révision n°2, 1999)
- Annexe 4b : Extrait de la modification n°1, 2011
- Annexe 4c : Extrait de la mise en compatibilité de janvier 2014

Annexe n° 5 : Projet PLU – Le document graphique du projet PLU, 1/5 000

Voir document joint : Annexe 5